

Sur proposition du Ministre du Budget, des Finances et du Transport pour la Région wallonne,

Arrête :

Article 1er. L'Exécutif approuve les statuts de la Société régionale wallonne du Transport tels qu'ils ont été adoptés par l'assemblée générale extraordinaire, le 9 novembre 1990, à Namur, et dont le texte est annexé au présent arrêté.

Art. 2. Le Ministre ayant le Transport dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 15 novembre 1990.

Le Ministre-Président de la Région wallonne,

B. ANSELME

Le Ministre du Budget, des Finances et du Transport pour la Région wallonne,

A. DALEM

Annexe

SOCIÉTÉ RÉGIONALE WALLONNE DU TRANSPORT

Extrait du procès-verbal

STATUTS

CHAPITRE Ier. — Constitution, objet, siège, durée

Article 1er. Il est constitué une personne morale de droit public dénommée « Société régionale wallonne du Transport » en abrégé S.R.W.T.

Ses actes et engagements sont réputés commerciaux.

Son fonctionnement est régi par le décret du 21 décembre 1989 relatif aux services de transport public de personnes en Région wallonne, ci-après désigné « décret », et par les présents statuts.

Art. 2. La société régionale a pour objet l'étude, la conception, la promotion, l'organisation et la coordination des services de transport public de personnes.

La société peut faire en Belgique comme à l'étranger, toutes opérations généralement quelconques, se rapportant directement ou indirectement, en tout ou en partie, à son objet tel qu'il est défini à l'article 2 du décret, et toutes opérations qui seraient susceptibles d'en favoriser ou d'en faciliter la réalisation.

Art. 3. Le siège social de la société régionale est établi à Namur.

Art. 4. La société régionale est constituée pour une durée indéterminée. Sa dissolution ne peut être prononcée qu'en vertu d'un décret qui en réglera en même temps le mode et les conditions de liquidation.

CHAPITRE II. — Capital, actions, emprunts

Art. 5. Le capital social se divise en actions sans valeur nominale.

En vertu de l'article 4, § 3, du décret, le montant du capital initial sera inscrit dans les statuts au plus tard un an après la constitution de la société régionale selon la procédure de modification des statuts prévue à l'article 6 du décret.

Art. 6. Toutes les actions sont nominatives.

Il est tenu au siège social un registre des actions nominatives dont tout actionnaire peut prendre connaissance.

Art. 7. Seuls la Région wallonne, les personnes morales de droit public agréées par l'Exécutif et les anciens actionnaires de la Société nationale des Chemins de fer vicinaux relevant de la Région wallonne peuvent être actionnaires de la société.

Art. 8. Toute cession d'actions est subordonnée à l'accord de l'Exécutif.

Art. 9. Lors de la constitution de la société régionale, les parts sociales attribuées aux anciens actionnaires de la Société nationale des Chemins de fer vicinaux ne sont libérées que dans la même mesure où elles l'étaient avant la dissolution de la Société nationale des Chemins de fer vicinaux.

Art. 10. Les versements à effectuer sur les actions non entièrement libérées sont réclamés par le conseil d'administration qui en détermine le montant, le mode de paiement et l'échéance. Il en avise les actionnaires par lettre recommandée au moins trente jours avant la date d'échéance. Cet avis vaut mise en demeure et à défaut de paiement à l'échéance, un intérêt calculé au taux d'intérêt légal, majoré d'un pourcent, sera dû de plein droit sur le montant réclamé à partir de l'échéance.

Les actionnaires peuvent toujours à leur gré, effectuer des versements anticipés sur les actions non entièrement libérées.

Tout versement réclamé ou effectué est imputé proportionnellement au montant à payer sur toutes les actions non entièrement libérées appartenant à l'actionnaire concerné.

Art. 11. La société peut contracter ou émettre des emprunts moyennant l'accord de l'Exécutif. Elle lui communique tout renseignement relatif à ces derniers.

CHAPITRE III. — Administration, surveillance

Art. 12. La société régionale est administrée par un conseil d'administration. La gestion journalière est confiée à un administrateur général assisté d'un administrateur général adjoint, nommés par l'Exécutif.

Du conseil d'administration.

Art. 13. Le conseil d'administration est composé de la manière suivante :

a) le président et huit administrateurs sont nommés par l'Exécutif, sur proposition du Ministre ayant le transport dans ses attributions;

b) le vice-président et quatre administrateurs sont nommés par l'Exécutif, sur proposition de chacune des sociétés d'exploitation. Ceux-ci sont choisis parmi les membres des conseils d'administrations desdites sociétés;

c) deux administrateurs sont nommés par l'Exécutif, sur proposition des organisations syndicales les plus représentatives;

d) un administrateur nommé par l'Exécutif, sur proposition de l'organisation la plus représentative des exploitants privés.

Art. 14. Le mandat de président, de vice-président et d'administrateur est de six ans; il est renouvelable.

Les administrateurs cessent de faire partie du conseil d'administration, à l'assemblée générale qui suit leur soixante-cinquième anniversaire.

Art. 15. Il sera pourvu au remplacement d'administrateurs décédés, démissionnaires, révoqués ou ayant atteint la limite d'âge, dans les conditions établies à l'article 13.

Chaque nouvel administrateur achève le mandat de celui qu'il remplace.

Art. 16. Les nominations et les révocations par l'Exécutif ainsi que les démissions d'administrateurs sont publiées au *Moniteur belge*.

Art. 17. Le président ou, en cas d'empêchement, le vice-président convoque le conseil d'administration, chaque fois qu'il estime que l'intérêt de la société l'exige ou à la demande de cinq administrateurs.

Dans ce dernier cas le conseil d'administration doit être convoqué dans les dix jours.

Art. 18. Les convocations sont faites par lettre, télégramme, télécopie ou tout autre moyen de transmission basé sur un document écrit et contiennent l'ordre du jour. Elles sont envoyées cinq jours au moins avant la date fixée pour la réunion.

En cas d'urgence, appréciée par le président après consultation de l'administrateur général, les convocations doivent parvenir aux administrateurs, au plus tard, la veille du jour fixé pour la séance.

L'administrateur présent ou représenté à la réunion est en tous cas considéré comme ayant été régulièrement convoqué.

Art. 19. Les réunions du conseil d'administration se tiennent au siège social ou à tout autre endroit indiqué dans les convocations.

Art. 20. Chaque administrateur peut par lettre, télégramme, télécopie ou tout autre moyen de transmission basé sur un document écrit, donner procuration à un autre administrateur pour le représenter à une réunion déterminée et y voter en son lieu et place, étant entendu qu'aucun mandataire ne peut représenter plus d'un administrateur.

Art. 21. Les réunions du conseil d'administration sont présidées par le président ou, en cas d'empêchement, par le vice-président ou, enfin, par le plus âgé des administrateurs présents.

Art. 22. Le conseil d'administration ne peut délibérer et statuer valablement que si la moitié au moins de ses membres sont présents ou représentés.

Les délibérations sont prises à la majorité des voix exprimées. Il ne sera pas tenu compte des abstentions.

Chaque administrateur présent ou représenté dispose d'une voix. Celle du président est prépondérante en cas de partage des voix.

Le scrutin secret peut être demandé par un tiers des administrateurs. Il est obligatoire lorsque le conseil d'administration délibère sur des questions de personnes.

Art. 23. Si lors d'une séance, le conseil d'administration n'est pas en nombre pour délibérer valablement, il peut, après une nouvelle convocation envoyée par lettre recommandée, trois jours ouvrables au moins avant la date fixée pour la réunion, et quel que soit le nombre de membres présents ou représentés, délibérer valablement sur les objets qui sont mis pour la deuxième fois à l'ordre du jour.

Art. 24. Les délibérations du conseil d'administration sont consignées dans des procès-verbaux et sont réunies dans un registre à ce destiné conservé au siège social.

Les procès-verbaux sont signés par le président ou par l'administrateur qui a présidé la réunion à sa place, par l'administrateur général et par deux administrateurs au moins qui étaient présents.

Toutes copies ou extraits y compris ceux destinés à être publiés aux annexes du *Moniteur belge*, sont signés par deux administrateurs présents ou non à la réunion.

Art. 25. § 1er. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour administrer et gérer la société, notamment, il :

1. établit le budget d'exploitation de la société;
2. donne son avis sur les propositions de modifications des statuts de la société;
3. statue sur les acquisitions et aliénations de biens immobiliers;
4. dresse un inventaire et établit les comptes annuels conformément à la loi du 17 juillet 1975 sur la comptabilité des entreprises (sauf dérogation fixée par l'Exécutif); il les soumet à l'assemblée générale qui les arrête;
5. propose à l'Exécutif le programme d'investissements en matière d'infrastructure de transports publics;
6. conclut le contrat de gestion avec chaque société d'exploitation après approbation de l'Exécutif;
7. passe les commandes et conventions engageant la société et notamment celles qui portent sur le matériel roulant et d'équipements pour les sociétés d'exploitation;
8. décide de l'accord de l'Exécutif, d'émettre ou de contracter des emprunts et de conclure des contrats d'ouverture de crédit;
9. approuve les conventions collectives négociées entre la direction et les représentants du personnel;
10. engage et licencie, nomme et révoque les membres du personnel de direction et établit leurs pouvoirs;
11. fixe les règles de recrutement, de promotion et de révocation du personnel;
12. fixe les rémunérations, allocations et indemnités du personnel dans le respect des lois, règlements et conventions collectives;
13. présente à l'Exécutif des situations périodiques et un rapport annuel sur ses activités;
14. poursuit conformément à la législation en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, les acquisitions de biens immobiliers préalablement déclarées d'utilité publique par l'Exécutif;
15. place les fonds disponibles et dispose des fonds que la société possède en dépôt ou en compte courant;
16. prend ou donne en location tout bien mobilier ou immobilier;
17. autorise toute action judiciaire tant en demandant qu'en défendant;

18. fournit les garanties pour sûreté des engagements contractés par la société et accepte les garanties offertes pour sûreté des engagements pris envers celle-ci;
19. donne main-levée de toute inscription hypothécaire, de toute saisie et opposition;
20. contrôle les sociétés d'exploitation par l'intermédiaire d'un commissaire désigné par l'Exécutif, parmi les membres du personnel de la société régionale;
21. veille à ce que les budgets des sociétés d'exploitation soient communiqués à l'Exécutif;
22. donne un avis à l'Exécutif sur la concession et l'autorisation d'exploitation de service régulier ou régulier spécialisé, lorsque celui-ci affecte les périmètres de plusieurs sociétés d'exploitation;
23. propose à l'Exécutif d'accorder des crédits aux sociétés d'exploitation;
24. donne un avis sur l'opportunité pour les sociétés d'exploitation de contracter ou d'émettre des emprunts;
25. reçoit les situations périodiques et le rapport annuel des sociétés d'exploitation;
26. propose à l'Exécutif qui les approuve la création et les statuts des sociétés d'exploitation;
27. propose à l'Exécutif les administrateurs qui représenteront la société régionale au sein des sociétés d'exploitation;
28. annule, s'il y a lieu, les décisions des sociétés d'exploitation, après recours du commissaire-délégué;
29. rend un avis sur le budget des sociétés d'exploitation avant que l'Exécutif ne l'approuve et en l'absence d'un contrat de gestion.

Il délibère sur toute question échappant à la compétence des autres organes de gestion.

§ 2. Le conseil d'administration peut déléguer certains de ses pouvoirs à l'administrateur général, et notamment, ceux énumérés au § 1er.

§ 3. Le conseil d'administration peut conférer des mandats spéciaux à une ou plusieurs personnes de son choix.

De l'administrateur général et de l'administrateur général adjoint.

Art. 26. L'administrateur général, assisté de l'administrateur général adjoint, est responsable de la gestion journalière. Notamment, il :

1. exécute les décisions des organes de gestion;
2. instruit les dossiers à soumettre aux organes de gestion;
3. engage et licencie, nomme et révoque les membres du personnel d'exécution dans le respect des règles fixées par le conseil d'administration;
4. passe les commandes et conventions engageant la société pour un montant qui n'excède pas cinq millions;
5. reçoit, conjointement avec un des membres du personnel de direction désigné par le conseil d'administration, toutes sommes dues à la société, et signe toutes pièces comptables;
6. répond à toute demande d'information émanant des organes de gestion ou de contrôle et de l'Exécutif;
7. tient les organes de gestion régulièrement au courant du fonctionnement de la société;
8. négocie les conventions collectives.

Art. 27. L'administrateur général rend compte au conseil d'administration de la gestion journalière et de l'exécution des missions qui lui sont confiées.

L'administrateur général peut déléguer à l'administrateur général adjoint les pouvoirs qu'il estime utiles à l'accomplissement de la gestion journalière.

L'administrateur général peut déléguer aux membres du personnel de direction qu'il détermine, les pouvoirs qu'il estime utiles à la bonne marche du service qui leur est confié.

En cas d'absence ou d'empêchement de l'administrateur général, ses fonctions sont remplies par l'administrateur général adjoint.

Art. 28. L'administrateur général et l'administrateur général adjoint siègent de plein droit au conseil d'administration. Ils y ont voix délibérative et bénéficient des mêmes pouvoirs que les membres du conseil d'administration cités à l'article 13.

L'administrateur général et l'administrateur général adjoint exercent, au sein de la société régionale, des fonctions permanentes et à temps plein dans le cadre d'un contrat de travail d'employé.

Art. 29. La société sera représentée conjointement par le président du conseil d'administration (ou, en cas d'empêchement de ce dernier par le vice-président) et par l'administrateur général (ou, en cas d'empêchement de ce dernier, par l'administrateur général adjoint) dans tous les actes et dans les actions en justice.

Pour les actes énoncés aux points 15 et 16 du § 1er de l'article 25, la société sera valablement représentée par l'administrateur général.

Dans le cadre de la gestion journalière, l'administrateur général ou son délégué représente la société dans les actes et dans les actions en justice.

La société est en outre valablement engagée par les mandataires spéciaux dans les limites de leur mandat.

Art. 30. Le conseil d'administration peut déterminer par un règlement d'ordre intérieur, le mode suivant lequel il exerce ses attributions en se conformant aux présents statuts.

Art. 31. Les émoluments du président, du vice-président, des administrateurs, de l'administrateur général et de l'administrateur général adjoint sont déterminés par l'Exécutif.

CHAPITRE IV. — Les assemblées générales

Art. 32. L'assemblée générale se compose des propriétaires de parts sociales.

La première assemblée générale se réunit à l'initiative de l'Exécutif.

Les propriétaires de parts sociales, personnes morales de droit public, sont représentés chacun par un mandataire spécialement désigné à cette fin. Le conseil d'administration arrête le texte de la procuration nécessaire à l'exercice des mandats.

Ces mandataires ont seuls voix délibérative. Ils ont autant de voix qu'ils représentent de parts sociales.

Dès que l'inscription visée à l'article 43, alinéa 3, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales a été effectuée, le cessionnaire d'actions peut assister à l'assemblée ou s'y faire représenter, même si la cession des actions n'est intervenue qu'après la convocation.

Une liste de présence indiquant les noms des associés, de leurs mandataires et du nombre de parts qu'ils représentent est signée par chaque mandataire de l'assemblée.

Art. 33. Les convocations contiennent l'ordre du jour arrêté par le conseil d'administration et sont adressées aux associés par le président ou, en cas d'empêchement, par le vice-président, par lettre recommandée, quinze jours au moins avant la date fixée pour l'assemblée.

L'actionnaire présent ou représenté à l'assemblée est en tous cas considéré comme ayant été régulièrement convoqué.

Les comptes annuels sont adressés aux associés quinze jours avant l'assemblée générale.

Art. 34. Les assemblées générales ordinaires et extraordinaires se tiennent au siège social ou à tout autre endroit désigné par le conseil d'administration dans la convocation.

Art. 35. L'assemblée générale ordinaire des actionnaires se tient le premier vendredi du mois de juin de chaque année, à dix heures. Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée a lieu le premier jour ouvrable suivant.

Les assemblées générales extraordinaires sont convoquées chaque fois que le conseil d'administration ou les commissaires aux comptes le jugent nécessaire ainsi que dans les vingt jours d'une demande écrite faite par un ou plusieurs actionnaires représentant, tant seul ou ensemble, un cinquième du capital social.

Art. 36. Les assemblées générales sont présidées par le président du conseil d'administration ou en cas d'empêchement par le vice-président ou enfin par le plus âgé des administrateurs.

L'administrateur général exerce les fonctions de secrétaire. Les autres membres présents du conseil d'administration complètent le bureau qui s'adjoint deux mandataires des associés en qualité de scrutateurs.

Art. 37. Y compris dans le cas prévu à l'article 6 du décret, l'assemblée générale peut délibérer et statuer valablement quel que soit le nombre d'actions représentées à l'assemblée et ses décisions sont prises à la majorité des voix exprimées sans tenir compte des abstentions. En cas de partage des voix, la proposition est considérée comme ayant été rejetée.

L'article 76 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales n'est pas applicable aux droits de vote attachés aux actions représentatives du capital de la société régionale.

Le scrutin secret peut être demandé par un tiers des associés. Quand il s'agit de question de personnes, le scrutin secret est le droit.

Art. 38. L'assemblée générale ordinaire reçoit communication du rapport du conseil d'administration ainsi que du rapport du collège des commissaires. Elle statue sur les conclusions de ces rapports et sur les comptes annuels qui lui sont adressés quinze jours avant l'assemblée générale. Elle donne décharge par un vote spécial, au conseil d'administration et aux commissaires. Elle soumet les comptes annuels à l'Exécutif pour approbation.

Art. 39. Sans préjudice de la dotation obligatoire à la réserve prévue à l'article 77 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, l'assemblée générale décide de l'affectation du bénéfice.

Art. 40. Les délibérations de l'assemblée générale sont consignées dans des procès-verbaux. Ces procès-verbaux sont inscrits ou consignés dans un registre à ce destiné conservé au siège social.

Les procès-verbaux sont signés par le président et les scrutateurs. Toutes copies ou extraits y compris ceux destinés à être publiés aux annexes du *Moniteur belge* sont signés par deux administrateurs.

CHAPITRE V. — Organes de contrôle et de surveillance

Art. 41. Les opérations de la société sont surveillées par un collège de trois commissaires aux comptes désignés par l'Exécutif, parmi les membres de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises, pour une durée de trois ans renouvelable.

L'Exécutif ne peut mettre fin à leur mission en cours de mandat que pour juste motif.

Les commissaires ne peuvent, sauf motifs personnels graves, démissionner de leurs fonctions en cours de mandat que lors d'une assemblée générale et après avoir fait rapport, à l'Exécutif, par écrit, sur les raisons de leur démission.

Ils cessent de faire partie du collège des commissaires au plus tard à l'expiration du mandat au cours duquel ils ont atteint l'âge de 65 ans.

Art. 42. Les commissaires ont conjointement ou séparément un droit illimité de surveillance et de contrôle sur toutes les opérations de la société. Ils peuvent prendre connaissance sans déplacement des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et généralement de toutes les écritures de la société. Chaque semestre, les administrateurs leur transmettent un état comptable établi selon le schéma du bilan et du compte de résultat.

Leurs rapports et observations sont transmis au conseil d'administration, à l'assemblée générale et à l'Exécutif.

Art. 43. Les émoluments des commissaires aux comptes sont fixés par l'Exécutif.

Art. 44. Deux commissaires-délégués sont nommés par l'Exécutif.

Art. 45. Les deux commissaires-délégués sont chargés, au nom de l'Exécutif, du contrôle de la société. A ce titre, ils assistent avec voix consultative, aux réunions des organes d'administration et de contrôle de la société. Ils disposent des pouvoirs les plus étendus pour l'accomplissement de leur mission.

Art. 46. Chacun des commissaires-délégués dispose d'un délai de quatre jours francs pour prendre un recours motivé contre toute décision qu'il estime contraire à la législation, à la réglementation, aux statuts, aux contrats de gestion ou à l'intérêt général. Le recours est suspensif.

Le délai de quatre jours court à partir du jour où la décision a été prise sauf si le commissaire concerné n'a pas été régulièrement convoqué conformément aux articles 17 et 18 des présents statuts, auquel cas le délai court à partir du jour où la décision lui a été notifiée par lettre recommandée.

CHAPITRE VI. — Exercice social

Art. 47. L'exercice social commence le premier janvier et prend fin le trente et un décembre. Le premier exercice social commence le 22 novembre 1990 et se termine le 31 décembre 1991.

CHAPITRE VII. — Législation

Art. 48. Indépendamment des prescriptions des lois régissant les sociétés commerciales qui sont en opposition avec les présents statuts ou avec le caractère de droit public de la société, les articles 10, 29, 29bis, 29ter, 29quater, 34, 34bis, 35, 46, 73, 80, 81, 82 et 103 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales ne sont pas applicables à la société régionale.

CHAPITRE VIII. — *Mesures transitoires*

Art. 49. Pendant une période de 2 ans à partir de la constitution de la société régionale, les administrateurs visés à l'alinéa b de l'article 13 des présents statuts sont nommés directement par l'Exécutif, sur proposition du Ministre du Transport. La durée de leur mandat est celle prévue à l'article 14 des présents statuts.

ÜBERSETZUNG

WALLONISCHES MINISTERIUM FÜR DIE AUSRÜSTUNG UND DAS TRANSPORTWESEN

D. 91 — 636

15. NOVEMBER 1990. — Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive zur Genehmigung der Satzungen der Wallonischen Regionalen Verkehrsgesellschaft

Aufgrund des Dekretes vom 21. Dezember 1989 über die öffentlichen Verkehrsbetriebe in der Wallonischen Region;

Aufgrund der Annahme der Satzungen durch die außerordentliche Hauptversammlung der Wallonischen Regionalen Verkehrsgesellschaft vom 9. November 1990;

Auf Vorschlag des Ministers des Haushalts, der Finanzen und des Transportwesens für die Wallonische Region,

Beschließt die Wallonische Regionalexekutive :

Artikel 1. Die Exekutive genehmigt die Satzungen der Wallonischen Regionalen Verkehrsgesellschaft, so wie sie am 9. November 1990 in Namur von der außerordentlichen Hauptversammlung angenommen worden sind und deren Wortlaut diesem Erlaß beifügt ist.

Art. 2. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Transportwesen gehört, ist mit der Durchführung vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 15. November 1990.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Region,

B. ANSELME

Der Minister des Haushalts, der Finanzen und des Transportwesens,

A. DALEM

WALLONISCHE REGIONALE VERKEHRSGESELLSCHAFT

Auszug aus dem Protokoll

SATZUNGEN

KAPITEL I. — *Gründung, Gegenstand, Sitz, Dauer*

Artikel 1. Es wird eine juristische Person des öffentlichen Rechts mit dem Namen « Société régionale wallonne du Transport » (Wallonische Regionale Verkehrsgesellschaft) und der Abkürzung S.R.W.T. (W.R.Vg.) gegründet.

Ihre Handlungen und Verpflichtungen sind als Handelsgeschäfte anzusehen.

Ihre Arbeitsweise wird durch das Dekret vom 21. Dezember 1989 über die öffentlichen Verkehrsbetriebe in der Wallonischen Region, nachstehend « Dekret » genannt, und durch vorliegende Satzungen geregelt.

Art. 2. Die regionale Gesellschaft hat als Aufgabe, die öffentlichen Verkehrsbetriebe zu untersuchen, zu planen, zu fördern zu koordinieren.

Sie kann sowohl in Belgien als auch im Ausland sämtliche Geschäfte erledigen, die direkt oder mittelbar, ganz oder teilweise mit der Aufgabe zusammenhängen, wie sie in Artikel 2 des Dekretes definiert ist, und alle Geschäfte, die deren Verwirklichung fördern oder erleichtern können.

Art. 3. Die regionale Gesellschaft hat ihren Sitz in Namur.

Art. 4. Die regionale Gesellschaft wird auf unbestimmte Zeit gegründet. Ihre Auflösung darf nur aufgrund eines Dekretes ausgesprochen werden, das gleichzeitig den Modus und die Bedingungen ihrer Abwicklung regelt.

KAPITEL II. — *Kapital, Aktien, Anleihen*

Art. 5. Die Gesellschaft ist in nennbetragslose Aktien zerlegt.

Aufgrund von Artikel 4, § 3 des Dekretes wird die Höhe des Grundkapitals spätestens ein Jahr nach Gründung der regionalen Gesellschaft gemäß dem in Artikel 6 des Dekretes vorgesehenen Verfahren zur Abänderung der Satzungen in die Satzungen eingetragen.

Art. 6. Alle Aktien sind auf den Namen ausgestellt. Im Gesellschaftssitz wird ein Verzeichnis der Namensaktien geführt, das jeder Aktionär einsehen darf.

Art. 7. Einzig die Wallonische Region, die von der Exekutive anerkannten juristischen Personen des öffentlichen Rechts und die ehemaligen Aktionäre der Nationalen Kleinbahngesellschaft, die der Wallonischen Region unterliegen, dürfen Aktionäre der Gesellschaft sein.

Art. 8. Jede Übertragung von Aktien ist an die Zustimmung der Exekutive gebunden.

Art. 9. Bei der Errichtung der regionalen Gesellschaft werden die den ehemaligen Aktionären der Nationalen Kleinbahngesellschaft zugeteilten Gesellschaftsanteile nur in dem Maße eingezahlt, wie sie es vor der Auflösung der Nationalen Kleinbahngesellschaft waren.

Art. 10. Einzahlungen auf nicht voll eingezahlte Aktien werden vom Verwaltungsrat eingefordert, der deren Höhe sowie den Zahlungsmodus und die Frist festlegt. Er benachrichtigt die Aktionäre mindestens dreißig Tage vor Fristablauf per Einschreiben. Diese Nachricht gilt als Aufforderung, und bei nicht rechtzeitiger Zahlung wird der geforderte Betrag vom Eintritt der Fälligkeit an von Rechts wegen mit dem um einen Prozent erhöhten gesetzlichen Zinsfuß verzinslich.

Es steht den Aktionären immer frei, vorzeitige Einzahlungen auf die nicht voll eingezahlten Aktien zu tätigen.

Jede geforderte oder getätigte Einzahlung wird im Verhältnis zu dem zu zahlenden Betrag von allen nicht voll eingezahlten Aktien des betreffenden Aktionärs abgezogen.

Art. 11. Die Gesellschaft kann mit dem Einverständnis der Exekutive Anleihen aufnehmen bzw. auflegen. Sie teilt ihr sämtliche diesbezügliche Auskünfte mit.

KAPITEL III. -- Verwaltung, Aufsicht

Art. 12. Die regionale Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat verwaltet. Die tägliche Geschäftsführung wird einem Generalverwalter anvertraut, dem ein beigeordneter Generalverwalter hilft. Beide werden von der Exekutive ernannt.

Der Verwaltungsrat.

Art. 13. Der Verwaltungsrat setzt sich wie folgt zusammen :

a) Der Vorsitzende und acht Verwaltungsratsmitglieder werden vom Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Transportwesen gehört, vorgeschlagen und von der Exekutive ernannt;

b) Der stellvertretende Vorsitzende und vier Verwaltungsratsmitglieder werden von jeder der Betriebsgesellschaften vorgeschlagen und von der Exekutive ernannt. Sie werden unter den Verwaltungsratsmitgliedern der besagten Gesellschaften gewählt;

c) Zwei Verwaltungsratsmitglieder werden von den repräsentativsten Gewerkschaftsorganisationen vorgeschlagen und von der Exekutive ernannt;

d) Ein Verwaltungsratsmitglied wird von der repräsentativsten Organisation der privaten Betreiber vorgeschlagen und von der Exekutive ernannt.

Art. 14. Die Amtszeit des Vorsitzenden, des stellvertretenden Vorsitzenden und der Verwaltungsratsmitglieder beträgt sechs Jahre; sie kann erneuert werden.

Die Verwaltungsratsmitglieder scheidern bei der Hauptversammlung, die ihrem fünfundsechzigsten Geburtstag folgt, aus dem Verwaltungsrat aus.

Art. 15. Verstorbene, ausscheidende oder abberufene Verwaltungsratsmitglieder oder Verwaltungsratsmitglieder, die die Altersgrenze erreicht haben, werden unter den in Artikel 13 festgelegten Bedingungen ersetzt. Jedes neue Verwaltungsratsmitglied beendet die Amtszeit desjenigen, das es ersetzt.

Art. 16. Die von der Exekutive vorgenommenen Ernennungen und Abberufungen sowie die Rücktritte von Verwaltungsratsmitgliedern werden im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Art. 17. Der Verwaltungsrat wird vom Vorsitzenden oder, wenn dieser verhindert ist, vom stellvertretenden Vorsitzenden dann einberufen, wenn das Interesse der Gesellschaft es seines Erachtens fordert oder wenn fünf Verwaltungsratsmitglieder es verlangen.

Im letzteren Fall muß der Verwaltungsrat innerhalb 10 Tagen einberufen werden.

Art. 18. Die Einberufungen erfolgen per Brief, Telegramm, Telefax oder durch ein anderes Übermittlungsmittel anhand einer schriftlichen Unterlage und enthalten die Tagesordnung. Sie werden mindestens fünf Tage vor dem Tage verschickt, auf den die Versammlung angesetzt ist.

Bei Dringlichkeit, die vom Vorsitzenden nach Anhörung des Generalverwalters zu ermitteln ist, müssen die Verwaltungsratsmitglieder die Einberufung spätestens am Vortag des Tages erhalten, auf den die Sitzung angesetzt ist.

Das Verwaltungsratsmitglied, das der Versammlung beiwohnt oder dort vertreten ist, gilt auf jeden Fall als ordnungsgemäß eingeladenes Mitglied.

Art. 19. Die Versammlungen des Verwaltungsrates finden am Gesellschaftssitz statt oder an jedem anderen Ort, der in den Einberufungsschreiben angegeben ist.

Art. 20. Jedes Verwaltungsratsmitglied kann ein anderes Verwaltungsratsmitglied per Brief, Telegramm, Telefax oder durch ein anderes Übermittlungsmittel anhand einer schriftlichen Unterlage ermächtigen, ihn auf einer bestimmten Versammlung zu vertreten und dort an seiner Statt abzustimmen, wobei zu beachten ist, daß kein Amtsträger mehr als ein Verwaltungsratsmitglied vertreten darf.

Art. 21. Den Versammlungen des Verwaltungsrates präsidiert der Vorsitzende oder, wenn dieser verhindert ist, der stellvertretende Vorsitzende oder schließlich das älteste anwesende Verwaltungsratsmitglied.

Art. 22. Der Verwaltungsrat ist nur beschlußfähig, wenn mindestens die Hälfte seiner Mitglieder anwesend bzw. vertreten ist.

Die Beschlüsse werden mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefaßt. Stimmenthaltungen werden nicht mitgezählt.

Jedes anwesende bzw. erschienene Verwaltungsratsmitglied verfügt über eine Stimme. Bei Stimmengleichheit gibt die Stimme des Vorsitzenden den Ausschlag.

Auf Verlangen eines Drittels der Verwaltungsratsmitglieder kann geheim abgestimmt werden. Wenn der Verwaltungsrat über Personenfragen entscheidet, muß geheim abgestimmt werden.

Art. 23. Wenn der Verwaltungsrat bei einer Sitzung nicht das Quorum erreicht, um beschlußfähig zu sein, ist er nach einer zweiten Einberufung, die mindestens drei Werktage vor dem Tag, auf den die Versammlung angesetzt ist, per Einschreiben verschickt worden ist, unabhängig von der Anzahl anwesender bzw. vertretener Mitglieder beschlußfähig für die Punkte, die zum zweiten Mal auf die Tagesordnung gebracht worden sind.

Art. 24. Die Beschlüsse des Verwaltungsrates werden in Protokollen festgehalten und in einem Register zusammengelegt, das dazu bestimmt ist und am Gesellschaftssitz aufbewahrt wird.

Die Protokolle werden vom Vorsitzenden, oder vom Verwaltungsratsmitglied, das der Versammlung an seiner Statt präsidierte, sowie vom Generalverwalter und von mindestens zwei Verwaltungsratsmitgliedern, die der Versammlung beigewohnt haben, unterschrieben.

Alle Kopien oder Auszüge, einschließlich derjenigen, die in den Anlagen zum *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht werden sollen, werden von mindestens zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterschrieben; diese müssen der Versammlung nicht beigewohnt haben.

Art. 25. § 1. Der Verwaltungsrat hat die weitgehendsten Befugnisse bei der Verwaltung und Geschäftsführung der Gesellschaft. Namentlich :

1. stellt er das Betriebsbudget der Gesellschaft auf;
2. gibt er sein Gutachten ab über die Vorschläge zur Abänderung der Satzungen der Gesellschaft;
3. beschließt er über den Erwerb und die Veräußerung von unbeweglichen Gütern;
4. stellt er ein Inventar und die Jahresabschlüsse gemäß dem Gesetz vom 17. Juli 1975 über die Buchhaltung der Unternehmen auf (außer wann die Exekutive eine Abweichung festlegt); er legt sie der Hauptversammlung vor, die sie feststellt;
5. schlägt er der Exekutive das Investitionsprogramm im Bereich der Infrastruktur des öffentlichen Verkehrs vor;
6. schließt er mit jeder Betriebsgesellschaft den Geschäftsführungsvertrag ab, nachdem er von der Exekutive genehmigt worden ist;
7. vergibt er die Aufträge und trifft er die Abkommen, die die Gesellschaft verpflichten, und insbesondere diejenigen, die sich auf den Fuhrpark und die Ausrüstung der Betriebsgesellschaften beziehen;
8. beschließt er im Einvernehmen mit der Exekutive, Anleihen aufzunehmen bzw. aufzulegen und Kreditaufnahmeverträge zu schließen;
9. genehmigt er die zwischen der Direktion und den Vertretern des Personals ausgehandelten Kollektivabkommen;
10. ist er zuständig für die Einstellung und Entlassung, die Ernennung und Abberufung der Mitglieder des Direktionspersonals sowie für die Festlegung ihrer Befugnisse;
11. legt er die für das Personal geltenden Anwerbungs-, Beförderungs- und Abberufungsregeln fest;
12. legt er die Höhe der Besoldungen, Zuschläge und Vergütungen zugunsten des Personals fest, wobei er die Gesetze, Verordnungen und Kollektivabkommen beachtet;
13. legt er der Exekutive die periodischen Lageberichte sowie einen Jahresbericht über die Aktivitäten vor;
14. betreibt er gemäß den Rechtsvorschriften in Sachen Enteignung im öffentlichen Interesse den Erwerb von unbeweglichen Gütern, nachdem die Exekutive diesen Erwerb für gemeinnützig erklärt hat;
15. legt er das Kapital an und verfügt er über die Depositen und Kontorrenteinlagen der Gesellschaft;
16. mietet bzw. vermietet er jegliches bewegliche oder unbewegliche Gut;
17. erteilt er die Genehmigung zum Auftreten als Kläger oder als Beklagter bei einem Gerichtsverfahren;
18. leistet er die Bürgschaften zur Deckung der von der Gesellschaft eingegangenen Verbindlichkeiten und nimmt er die Bürgschaften zur Deckung der der Gesellschaft gegenüber eingegangenen Verbindlichkeiten an;
19. ordnet er die Aufhebung jeglicher Hypothekeneintragung, Pfändung und Sperre an;
20. übt er durch Vermittlung eines Kommissars, den die Exekutive unter den Personalmitgliedern der regionalen Gesellschaft bestellt, die Kontrolle über die Betriebsgesellschaften aus;
21. sorgt er dafür, daß die Haushaltspläne der Betriebsgesellschaften der Exekutive zugestellt werden;
22. gibt er der Exekutive ein Gutachten ab über die Konzession und Genehmigung zum Betrieb eines Linienverkehrs bzw. einer Sonderform des Linienverkehrs, wenn dieser die Bezirke mehrerer Betriebsgesellschaften betrifft;
23. schlägt er der Exekutive vor, den Betriebsgesellschaften Haushaltsmittel zur Verfrüfung zu stellen;
24. gibt er ein Gutachten darüber ab, ob es angezeigt ist, daß die Betriebsgesellschaften Anleihen aufnehmen bzw. auflegen;
25. nimmt er die periodischen Lageberichte und den Jahresbericht der Betriebsgesellschaft entgegen;
26. schlägt er der Exekutive die von ihr zu genehmigende Gründung und die von ihr zu genehmigenden Satzungen der Betriebsgesellschaften vor;
27. schlägt er der Exekutive die Mitglieder des Verwaltungsrates vor, die die regionale Gesellschaft in den Betriebsgesellschaften vertreten sollen;
28. annulliert er gegebenenfalls die Beschlüsse der Betriebsgesellschaften, nachdem der beauftragte Kommissar Einspruch dagegen erhoben hat;
29. gibt er ein Gutachten über den Haushaltsplan der Betriebsgesellschaften ab, bevor die Exekutive ihn genehmigt und sofern kein Geschäftsführungsvertrag vorliegt.

Er entscheidet über alle Fragen, die nicht in die Zuständigkeit der anderen Verwaltungsorgane fallen.

§ 2. Der Verwaltungsrat kann dem Generalverwalter manche seiner Befugnisse und namentlich diejenigen, die in § 1 aufgeführt sind, übertragen.

§ 3. Der Verwaltungsrat kann einer oder mehreren Personen seiner Wahl Sondervollmachten übertragen. Der Generalverwalter und der beigeordnete Generalverwalter.

Art. 26. Der Generalverwalter, dem der beigeordnete Generalverwalter hilft, ist verantwortlich für die tägliche Geschäftsführung. Namentlich :

1. führt er die Beschlüsse der Verwaltungsorgane aus;
2. untersucht er die den Verwaltungsorganen vorzulegenden Akten;
3. ist er zuständig für die Einstellung und Entlassung, die Ernennung und Abberufung der Mitglieder des Ausführungspersonals, wobei er die vom Verwaltungsrat festgelegten Regeln zu beachten hat;
4. vergibt er die Aufträge und trifft er die Abkommen, die die Gesellschaft bis zu höchstens fünf Millionen verpflichten;
5. nimmt er zusammen mit einem vom Verwaltungsrat bestellten Mitglied des Direktionspersonals alle der Gesellschaft geschuldeten Beträge entgegen und unterschreibt er alle Buchungsbelege;
6. erteilt er den Verwaltungs- oder Kontrollorganen und der Exekutive jegliche von ihnen angeforderte Information;
7. hält er die Verwaltungsorgane regelmäßig auf dem laufenden über die Arbeitsweise der Gesellschaft;
8. handelt er die Kollektivabkommen aus.

Art. 27. Der Generalverwalter erstattet dem Verwaltungsrat Bericht über die tägliche Geschäftsführung und die Ausführung der ihm anvertrauten Aufgaben.

Der Generalverwalter kann dem beigeordneten Generalverwalter die Befugnisse übertragen, die seines Erachtens für die Wahrnehmung der täglichen Geschäftsführung zweckdienlich sind.

Der Generalverwalter kann den von ihm bestimmten Mitgliedern des Direktionspersonals die Befugnisse übertragen, die seines Erachtens für den guten Gang des ihnen anvertrauten Dienstes zweckdienlich sind.

Wenn der Generalverwalter abwesend oder verhindert ist, werden seine Funktionen vom beigeordneten Generalverwalter wahrgenommen.

Art. 28. Der Generalverwalter und der beigeordnete Generalverwalter wohnen von Rechts wegen den Sitzungen des Verwaltungsrates bei. Sie sind stimmberechtigt und verfügen über die gleichen Befugnisse wie die in Artikel 13 erwähnten Verwaltungsratsmitglieder.

Der Generalverwalter und der beigeordnete Generalverwalter üben innerhalb der regionalen Gesellschaft ein Dauervollzeitamt im Rahmen eines Anstellungsvertrages aus.

Art. 29. Die Gesellschaft wird in allen Handlungen und bei Gerichtsverfahren gemeinsam vom Vorsitzenden des Verwaltungsrates (oder, wenn dieser verhindert ist, vom stellvertretenden Vorsitzenden) und vom Generalverwalter (oder, wenn dieser verhindert ist, vom beigeordneten Generalverwalter) vertreten.

Für die in Artikel 25, Nrn. 15 und 16 erwähnten Handlungen ist die Vertretung der Gesellschaft durch den Generalverwalter rechtsverbindlich.

Im Rahmen der täglichen Geschäftsführung vertritt der Generalverwalter oder sein Beauftragter die Gesellschaft in allen Handlungen und bei Gerichtsverfahren.

Ferner sind die Verpflichtungen, die die Sonderbevollmächtigten im Rahmen ihres Mandats eingehen, rechtsverbindliche Verpflichtungen der Gesellschaft.

Art. 30. Der Verwaltungsrat kann durch eine Geschäftsordnung das Verfahren festlegen, nach dem er seine Zuständigkeiten unter Einhaltung vorliegender Satzungen ausübt.

Art. 31. Die Bezüge des Vorsitzenden, des stellvertretenden Vorsitzenden, der Verwaltungsratsmitglieder, des Generalverwalters und des beigeordneten Generalverwalters werden von der Exekutive festgelegt.

KAPITEL IV. — Die Hauptversammlungen

Art. 32. Die Hauptversammlung setzt sich aus den Inhabern von Gesellschaftsanteilen zusammen.

Die erste Hauptversammlung tritt auf Initiative der Exekutive zusammen.

Die Inhaber von Gesellschaftsanteilen, die juristische Personen des öffentlichen Rechts sind, werden jeder durch einen speziell zu diesem Zweck benannten Bevollmächtigten vertreten. Der Verwaltungsrat legt den Wortlaut der zur Wahrnehmung der Mandate erforderlichen Vollmacht fest.

Diese Bevollmächtigten sind stimmberechtigt. Sie verfügen über so viele Stimmen, wie sie Gesellschaftsanteile vertreten.

Sobald die in Artikel 43, Absatz 3 der koordinierten Gesetze über die Handelsgesellschaften vorgesehene Eintragung vorgenommen worden ist, kann der Aktieninhaber der Versammlung beiwohnen oder sich dort vertreten lassen, auch wenn die Aktienübertragung erst nach der Einberufung erfolgte.

Eine Anwesenheitsliste mit Angabe der Namen der Gesellschafter, ihrer Bevollmächtigten und der Anzahl Anteile, die sie vertreten, wird von jedem Bevollmächtigten der Versammlung unterschrieben.

Art. 33. Die Einberufungen müssen die vom Verwaltungsrat festgelegte Tagesordnung angeben und werden den Gesellschaftern mindestens fünfzehn Tage vor dem Tag, auf den die Versammlung angesetzt ist, per Einschreiben durch den Vorsitzenden oder, wenn dieser verhindert ist, durch den stellvertretenden Vorsitzenden zugeschickt.

Der Aktionär, der der Versammlung beiwohnt oder dort vertreten ist, gilt auf jeden Fall als ordnungsgemäß eingeladen. Die Jahresabschlüsse werden den Gesellschaftern fünfzehn Tage vor der Hauptversammlung zugeschickt.

Art. 34. Die ordentlichen und außerordentlichen Hauptversammlungen finden am Gesellschaftssitz statt oder an jedem anderen Ort, den der Verwaltungsrat im Einberufungsschreiben angibt.

Art. 35. Die ordentliche Hauptversammlung findet jedes Jahr am ersten Freitag des Monats Juni um 10 Uhr statt. Fällt dieser Tag auf einen gesetzlichen Feiertag, findet die Versammlung am nächstfolgenden Werktag statt.

Die außerordentlichen Hauptversammlungen werden dann einberufen, wenn der Verwaltungsrat oder die Rechnungsprüfungskommissare es für nötig halten, und müssen innerhalb zwanzig Tagen nach schriftlicher Beantragung durch einen oder mehrere Aktionäre, die allein oder zusammen ein Fünftel des Gesellschaftskapitals vertreten, einberufen werden.

Art. 36. Den Hauptversammlungen präsidiert der Vorsitzende des Verwaltungsrates oder, wenn dieser verhindert ist, der stellvertretende Vorsitzende oder schließlich das älteste Verwaltungsratsmitglied.

Der Generalverwalter nimmt die Sekretariatsgeschäfte wahr. Die anderen erschienenen Mitglieder des Verwaltungsrates ergänzen den Vorstand, der zwei Bevollmächtigte der Gesellschafter als Stimmzähler hinzuzieht.

Art. 37. Auch in dem in Artikel 6 des Dekretes vorgesehenen Fall hängt die Beschlußfähigkeit der Hauptversammlung nicht von der Zahl der auf der Versammlung vertretenen Aktien ab, und ihre Beschlüsse werden mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefaßt, wobei Stimmenthaltungen nicht mitzählen. Bei Stimmengleichheit ist der Vorschlag abgelehnt.

Artikel 76 der koordinierten Gesetze über die Handelsgesellschaften findet keine Anwendung auf Stimmrechte aus Aktien, die das Kapital der regionalen Gesellschaft darstellen.

Auf Verlangen eines Drittels der Gesellschafter kann geheim abgestimmt werden. Wenn es sich um Personenfragen handelt, wird von Rechts wegen geheim abgestimmt.

Art. 38. Der ordentlichen Hauptversammlung wird der Bericht des Verwaltungsrates und der Bericht des Kollegiums der Kommissare vorgelegt. Sie befindet über die Schlußfolgerungen dieser Berichte und über die Jahresabschlüsse, die ihr fünfzehn Tage vor der Hauptversammlung zugeschickt werden. Sie entlastet den Verwaltungsrat und die Kommissare durch eine Sonderwahl. Sie legt der Exekutive die Jahresabschlüsse zur Genehmigung vor.

Art. 39. Unbeschadet der in Artikel 77 der koordinierten Gesetze über die Handelsgesellschaften vorgesehenen Pflichteinstellung in die Rücklagen bestimmt die Hauptversammlung über die Gewinnverwendung.

Art. 40. Die Beschlüsse der Hauptversammlung werden in Protokollen festgehalten. Diese Protokolle werden in ein zu diesem Zweck vorgesehenes und am Gesellschaftssitz aufbewahrtes Register eingetragen bzw. darin festgehalten.

Die Protokolle werden vom Vorsitzenden und von den Stimmzählern unterschrieben. Alle Kopien oder Auszüge, einschließlich derjenigen, die in den Anlagen zum *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht werden sollen, werden von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterschrieben.

KAPITEL V. — *Kontroll- und Aufsichtsorgane*

Art. 41. Die Geschäfte der Gesellschaft werden von einem Kollegium von drei Rechnungsprüfungskommissaren, die die Exekutive unter den Mitgliedern des Instituts der Betriebsrevisoren wählt und für eine erneuerbare Amtszeit von drei Jahren bestellt, überwacht.

Ihr Auftrag kann während ihrer Amtszeit nur aus einem rechtmäßigen Grund von der Exekutive beendet werden.

Außer bei schwerwiegenden persönlichen Gründen dürfen die Kommissare während ihrer Amtszeit nur anlässlich einer Hauptversammlung und nachdem sie der Exekutive schriftlich über die Gründe ihres Rücktritts Bericht erstattet haben, von ihrem Amt zurücktreten.

Sie scheiden spätestens mit Ablauf der Amtszeit, in der sie das Alter von 65 Jahren erreicht haben, aus dem Kollegium der Kommissare aus.

Art. 42. Die Kommissare üben gemeinsam oder getrennt ein uneingeschränktes Aufsichts- und Kontrollrecht über alle Geschäfte der Gesellschaft aus. Sie können die Bücher, die Korrespondenz, die Protokolle und im allgemeinen alle Schriftstücke der Gesellschaft an Ort und Stelle einsehen. Jedes Halbjahr übermitteln die Verwaltungsratsmitglieder ihnen eine nach dem Bilanz- und Erfolgsrechnungsschema aufgestellte Zwischenbilanz.

Ihre Berichte und Bemerkungen werden dem Verwaltungsrat, der Hauptversammlung und der Exekutive übermittelt.

Art. 43. Die Bezüge der Rechnungsprüfungskommissare werden von der Exekutive festgelegt.

Art. 44. Zwei beauftragte Kommissare werden von der Exekutive ernannt.

Art. 45. Zwei beauftragten Kommissare sind im Namen der Exekutive mit der Kontrolle der Gesellschaft beauftragt. In dieser Eigenschaft nehmen sie mit beratender Stimme an den Versammlungen der Verwaltungs- und Kontrollorgane der Gesellschaft teil. Zur Erfüllung ihres Auftrags verfügen sie über die weitgehendsten Befugnisse.

Art. 46. Jeder der beauftragten Kommissare verfügt über eine Frist von vier vollen Tagen, um einen mit Gründen versehenen Einspruch gegen jeglichen Beschluss zu erheben, der seines Erachtens gegen die Rechtsvorschriften, die Regelung, die Satzungen, die Geschäftsführungsverträge oder das Gemeinwohl verstößt. Der Einspruch hat aufschiebende Wirkung.

Die viertägige Frist beginnt am Tag, wo der Beschluss gefasst worden ist; sollte der betreffende Kommissar nicht ordnungsgemäss entsprechend Artikel 17 und Artikel 18 der vorliegenden Satzungen eingeladen worden sein, läuft die Frist ab dem Tag, wo der Beschluss ihm per Einschreiben zugestellt worden ist.

KAPITEL VI. — *Geschäftsjahr*

Art. 47. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten Januar und endet am einunddreißigsten Dezember. Das erste Geschäftsjahr beginnt am zweiundzwanzigsten November 1990 und endet am einunddreißigsten Dezember 1991.

KAPITEL VII. — *Rechtsvorschriften*

Art. 48. Unabhängig von den Vorschriften der Gesetze über die Handelsgesellschaften, die in Widerspruch zu vorliegenden Satzungen oder zum öffentlich-rechtlichen Charakter der Gesellschaft stehen, finden die Artikel 10, 29, 29 bis, 29 ter, 29 quater, 34, 34 bis, 35, 46, 73, 80, 81, 82 und 103 der koordinierten Gesetze über die Handelsgesellschaften keine Anwendung auf die regionale Gesellschaft.

KAPITEL VIII. — *Übergangsbestimmungen*

Art. 49. Während einer Zeitspanne von zwei Jahren ab der Errichtung der regionalen Gesellschaft ernennt die Exekutive die in Artikel 13, Absatz b vorliegender Satzungen erwähnten Verwaltungsratsmitglieder direkt auf Vorschlag des Ministers des Transportwesens. Ihre Amtszeit entspricht derjenigen, die in Artikel 14 vorliegender Satzungen vorgesehen ist.

VERTALING

WAALS MINISTERIE VOOR UITRUSTING EN VERVOER

N. 91 — 638

15 NOVEMBER 1990. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve houdende goedkeuring van de statuten van de Waalse Regionale Vervoermaatschappij

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op het decreet van 21 december 1989 betreffende de diensten voor het openbaar vervoer in het Waalse Gewest;

Gelet op de goedkeuring van 9 november 1990 van de statuten door de buitengewone algemene vergadering van de Waalse regionale vervoermaatschappij;

Op voordracht van de Minister van het Waalse Gewest voor Begroting, Financiën en Vervoer,

Besluit :

Artikel 1. De Executieve keurt de statuten van de Waalse Regionale Vervoermaatschappij goed zoals zij op 9 november 1990 te Namen door de buitengewone algemene vergadering werden goedgekeurd en waarvan de tekst bij onderhavig besluit gevoegd is.

Art. 2. De Minister tot wiens bevoegdheid het Vervoer behoort, is met de uitvoering van onderhavig besluit belast.

Namen, 15 november 1990.

De Minister-Voorzitter van het Waalse Gewest,

B. ANSELME

De Minister van het Waalse Gewest voor Begroting, Financiën en Vervoer,

A. DALEM

WAALSE REGIONALE VERVOERMAATSCHAPPIJ

Uittreksel uit de notulen

STATUTEN

HOOFDSTUK I. — *Oprichting, doel, zetel, duur*

Artikel 1. Er wordt een publiekrechtelijke rechtspersoon opgericht onder de naam « Société régionale wallonne du Transport », S.R.W.T. afgekort.

Haar handelingen en verbintenissen worden geacht commercieel te zijn.

Haar werking wordt geregeld door het decreet van 21 december 1989 betreffende de diensten voor het openbaar vervoer in het Waalse Gewest, hierna « decreet » genoemd, en door onderhavige statuten.

Art. 2. De Regionale Maatschappij heeft als doel de studie, de opvatting, de bevordering, de organisatie en de coördinatie van de diensten voor het openbaar personenvervoer.

De Maatschappij mag, zowel in België als in het buitenland, alle in het algemeen willekeurige verrichtingen uitvoeren die rechtstreeks of onrechtstreeks, geheel of gedeeltelijk, betrekking hebben op haar doel, zoals het in artikel 2 van het decreet bepaald is, alsook alle verrichtingen die zijn verwezenlijking zouden kunnen bevorderen of vergemakkelijken.

Art. 3. De maatschappelijke zetel van de Regionale Maatschappij is te Namen gevestigd.

Art. 4. De Regionale Maatschappij wordt voor een onbepaalde duur opgericht. Haar ontbinding kan slechts uitgesproken worden krachtens een decreet dat tegelijkertijd de wijze en de voorwaarden van de opheffing vaststelt.

HOOFDSTUK II. — *Kapitaal, aandelen, leningen*

Art. 5. Het maatschappelijk kapitaal is verdeeld in aandelen zonder nominale waarde.

Krachtens artikel 4, § 3, van het decreet, zal het bedrag van het beginkapitaal ten laatste één jaar na de oprichting van de Regionale Maatschappij in de statuten worden opgenomen overeenkomstig de in artikel 6 van het decreet bepaalde wijzigingsprocedure van de statuten.

Art. 6. Alle aandelen zijn nominatief.

Er wordt op de maatschappelijke zetel een register van de nominatieve aandelen gehouden waarvan iedere aandeelhouder inzage mag nemen.

Art. 7. Alleen het Waalse Gewest, de door de Executieve erkende publiekrechtelijke rechtspersonen en de vroegere aandeelhouders van de Nationale Maatschappij van Buurtspoorwegen die onder de bevoegdheid van het Waalse Gewest vallen, mogen aandeelhouders van de Maatschappij zijn.

Art. 8. Iedere aandelenoverdracht is afhankelijk van de instemming van de Executieve.

Art. 9. Bij de oprichting van de Regionale Maatschappij worden de aan de vroegere aandeelhouders van de Nationale Maatschappij van Buurtspoorwegen toegekende maatschappelijke aandelen slechts in dezelfde mate gestort als ze het voor de ontbinding van de Nationale Maatschappij van Buurtspoorwegen waren.

Art. 10. De op de niet volledig gestorte aandelen uit te voeren uitbetalingen worden geëist door de raad van bestuur die er het bedrag, de wijze en de vervaldatum van vastlegt. Hij deelt het de aandeelhouders ten minste dertig dagen voor de vervaldatum per aangetekende brief mede. Dat bericht geldt als ingebrekestelling en, bij gebrek aan betaling op de vervaldag, zal een volgens de wettelijke rentevoet berekend interest, met één percent vermeerderd, van rechtswege verschuldigd zijn op het vanaf de vervaldatum opgeëist bedrag.

De aandeelhouders mogen altijd naar eigen goeddunken voortijdige stortingen uitvoeren op de niet volledig gestorte aandelen.

Iedere geëiste of uitgevoerde storting wordt naar evenredigheid met het te betalen bedrag aangerekend op alle niet volledig gestorte aandelen die tot de betrokken aandeelhouder behoren.

Art. 11. De Maatschappij mag leningen aangaan of uitgeven mits instemming van de Executieve. Zij deelt haar iedere inlichting betreffende die leningen mede.

HOOFDSTUK III. — *Bestuur, toezicht*

Art. 12. De Regionale Maatschappij wordt door een raad van beheer bestuurd. Het dagelijks beheer wordt toevertrouwd aan een beheerder-generaal bijgezet door een adjunct-beheerder-generaal, beiden door de Executieve benoemd.

De raad van beheer

Art. 13. De raad van beheer is samengesteld uit :

a) de voorzitter en acht beheerders door de Executieve benoemd op voordracht van de minister tot wiens bevoegdheid het vervoer behoort;

b) de ondervoorzitter en vier beheerders door de Executieve benoemd op voordracht van ieder van de exploitatiemaatschappijen. De beheerders worden gekozen onder de raden van beheer van dito maatschappijen;

c) twee beheerders door de Executieve benoemd op voordracht van de meest representatieve vakverenigingen;

d) een beheerder benoemd door de Executieve op voordracht van de meest representatieve organisatie van de particuliere exploitanten.

Art. 14. Het mandaat van voorzitter, ondervoorzitter en beheerder loopt over zes jaar en is vernieuwbaar.

De beheerders houden op lid te zijn van de raad van beheer op de dag van de algemene vergadering die op hun vijftenzestigste verjaardag volgt.

Art. 15. Er zal overeenkomstig de in artikel 13 bepaalde voorwaarden worden voorzien in de vervanging van overleden, afredende en herroepen beheerders of van beheerders die de leeftijdsgrens bereikt hebben.

Iedere nieuwe beheerder beëindigt het mandaat van degene die hij vervangt.

Art. 16. De door de Executieve uitgevoerde benoemingen en herroepingen van beheerders worden, evenals hun ontslagen, in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Art. 17. De voorzitter of, in geval van verhindering, de ondervoorzitter, roept de raad van beheer bijeen telkens als hij acht dat het belang van de Maatschappij het eist of op verzoek van vijf beheerders.

In dit laatste geval dient de raad van beheer binnen tien dagen te worden bijeengeroepen.

Art. 18. De bijeenroepingen worden gedaan per brief, telegram, telefax of door elk ander overbreningsmiddel gebaseerd op een schriftelijk document en bevatten de agenda. Zij worden minstens vijf dagen voor de datum van de vergadering verstuurd.

Indien de voorzitter, na overleg met de beheerder-generaal, oordeelt dat de hoogdringendheid kan ingeroepen worden, moeten de convocatiebriefjes de beheerders ten laatste op de vooravond van de dag van de zitting toekomen.

De op de vergadering aanwezige of vertegenwoordigde beheerder wordt hoe dan ook beschouwd als zijnde op regelmatige wijze opgeroepen.

Art. 19. De vergaderingen van de raad van beheer vinden plaats op de maatschappelijke zetel of op elke andere in de convocatiebriefjes vermelde plaats.

Art. 20. Iedere beheerder mag een andere beheerder per brief, telegram, telefax of door elk ander overbreningsmiddel gebaseerd op een schriftelijk document volmacht geven hem op een bepaalde vergadering te vertegenwoordigen en er in zijn plaats te stemmen, gesteld dat geen enkele mandataris meer dan één beheerder mag vertegenwoordigen.

Art. 21. De vergaderingen van de raad van beheer worden voorgezeten door de voorzitter of, in geval van verhindering, door de ondervoorzitter of, ten slotte, door de oudste van de aanwezige beheerders.

Art. 22. De raad van beheer kan slechts op een geldige wijze beraadslagen en beslissen indien minstens de helft van zijn leden aanwezig of vertegenwoordigd is.

De beslissingen worden bij meerderheid van stemmen genomen. Er wordt geen rekening gehouden met de onthoudingen.

Iedere aanwezige of vertegenwoordigde beheerder beschikt over één stem. Die van de voorzitter is doorslaggevend bij staking van stemmen.

De geheime stemming mag door één derde van de beheerders gevraagd worden. Zij is verplicht wanneer de raad van beheer over personeelsaangelegenheden beraadslaagt.

Art. 23. Indien de raad van beheer tijdens een vergadering niet in toereikend aantal is om op geldige wijze te beraadslagen, kan hij, na minstens drie werkdagen voor de datum van de vergadering een nieuw convocatiebriefje per aangetekende brief te hebben verstuurd, en ongeacht het aantal aanwezige of vertegenwoordigde leden, op geldige wijze beraadslagen over de onderwerpen die voor de tweede keer op de agenda staan.

Art. 24. De beraadslagingen van de raad van beheer worden opgenomen in notulen en verzameld in een daartoe bestemd register dat op de zetel van de Maatschappij wordt bewaard.

De notulen worden ondertekend door de voorzitter of door de beheerder die de vergadering in zijn plaats heeft voorgezeten, door de beheerder-generaal en door minstens twee beheerders die aanwezig waren.

Alle afschriften of uittreksels, met inbegrip van degenen bestemd voor bekendmaking in de bijlagen van het *Belgisch Staatsblad*, worden ondertekend door twee beheerders al dan niet op de vergadering aanwezig.

Art. 25. § 1. Om de Maatschappij te besturen en te beheren is de raad van beheer met de ruimste bevoegdheden bekleed :

1. hij maakt het exploitatiebudget van de Maatschappij op;
2. hij brengt zijn advies uit over de voorstellen tot wijzigingen van de statuten van de Maatschappij;
3. hij beslist over de aanwervingen en vervreemdingen van onroerende goederen;
4. hij maakt een inventaris en de jaarrekening op overeenkomstig de wet van 17 juli 1975 op de boekhouding van de ondernemingen (behalve afwijking bepaald door de Executieve); hij legt ze voor aan de algemene vergadering die ze goedkeurt;
5. hij stelt het investeringsprogramma inzake infrastructuur voor openbare diensten aan de Executieve voor;
6. hij sluit de beheersovereenkomst met iedere exploitatiemaatschappij na goedkeuring van de Executieve;
7. hij plaatst bestellingen en sluit overeenkomsten die de Maatschappij verbinden, en meer bepaald degenen die betrekking hebben op het rollend en het uitrustingsmaterieel voor de exploitatiemaatschappijen;
8. hij beslist over de toestemming van de Executieve om leningen uit te geven of aan te gaan en om overeenkomsten te sluiten met het oog op kredietopeningen;
9. hij keurt de collectieve overeenkomsten goed waarover door de directie en de vertegenwoordigers van het personeel onderhandeld werd;
10. hij werft de leden van het directiepersoneel aan, hij ontslaat, benoemt en herroept ze en bepaalt hun bevoegdheden;
11. hij stelt de aanwervings-, bevorderings- en herroepingsvoorwaarden van het personeel vast;
12. hij stelt de lonen, uitkeringen en vergoedingen van het personeel vast overeenkomstig de wetten, verordeningen en collectieve overeenkomsten;
13. hij legt periodieke toestanden en een jaarlijks verslag van zijn activiteiten voor aan de Executieve;
14. hij gaat, overeenkomstig de wetgeving inzake onteigening wegens openbaar nut, door met de aankoop van vooraf door de Executieve van openbaar nut verklaarde onroerende goederen;
15. hij belegt de beschikbare fondsen en beschikt over de fondsen die de Maatschappij in deposito of in rekening-courant heeft;
16. hij neemt of geeft elk roerend of onroerend goed in huur;
17. hij laat elke rechtsovereenkomst toe zowel als aanvrager als als verweerder;
18. hij verstrekt de garanties als zekerstelling voor de door de Maatschappij aangegane verplichtingen en aanvaardt de garanties geboden als zekerstelling voor de verplichtingen die jegens haar werden aangegaan;
19. hij verleent handlichting voor iedere hypothecaire inschrijving, beslaggeving en verzet;
20. hij controleert de exploitatiemaatschappijen door bemiddeling van een door de Executieve onder de personeelsleden van de Regionale Maatschappij aangeduide commissaris;
21. hij zorgt ervoor dat de begrotingen van de exploitatiemaatschappijen aan de Executieve medegedeeld worden;
22. hij brengt een advies uit aan de Executieve over de exploitatievergunning en -machtiging van een geregelde of gespecialiseerde geregelde dienst, wanneer deze de omtrekken van verschillende exploitatiemaatschappijen aandoen;
23. hij stelt de Executieve voor kredieten aan de exploitatiemaatschappijen toe te kennen;

24. hij geeft een advies over de geschiktheid voor de exploitatiemaatschappijen om leningen aan te gaan of uit te geven;

25. hij ontvangt de periodieke toestanden en het jaarlijks verslag van de exploitatiemaatschappijen;

26. hij stelt de oprichting en de statuten voor aan de Executieve die ze goedkeurt;

27. hij stelt de Executieve de beheerders voor die de Regionale Maatschappij binnen de exploitatiemaatschappijen zullen vertegenwoordigen;

28. hij vernietigt desnoods de beslissingen van de exploitatiemaatschappijen, na beroep van de commissaris-afgevaardigde;

29. hij brengt een advies uit over de begroting van de exploitatiemaatschappijen alvorens de Executieve ze goedkeurt en bij gebrek aan een beheersovereenkomst.

Hij beraadslaagt over iedere aangelegenheid die niet tot de bevoegdheid van de andere beheersorganen behoort.

§ 2. De raad van beheer mag sommige van zijn bevoegdheden, meer bepaald degenen vermeld in § 1, aan de beheerder-generaal overdragen.

§ 3. De raad van beheer mag één of meerdere personen van zijn keuze bijzondere mandaten toevertrouwen.

De beheerder-generaal en de adjunct-beheerder-generaal.

Art. 26. De beheerder-generaal, bijgezet door de adjunct-beheerder-generaal, is verantwoordelijk voor het dagelijks beheer, en met name voor :

1. de uitvoering van de beslissingen van de beheersorganen;
2. het onderzoeken van de dossiers die aan de beheersorganen dienen te worden voorgelegd;
3. de aanwerving, het ontslaan, de benoeming en de herroeping van de leden van het uitvoeringspersoneel overeenkomstig de door de raad van beheer bepaalde regels;
4. het verrichten van bestellingen en het sluiten van overeenkomsten die de maatschappij verbinden voor een bedrag van minder dan vijf miljoen;
5. het ontvangen, samen met één van de leden van het directiepersoneel aangeduid door de raad van bestuur, van alle aan de maatschappij verschuldigde bedragen, en het ondertekenen van alle boekhoudkundige stukken;
6. het beantwoorden van inlichtingen gevraagd door de beheers- of controleorganen en door de Executieve;
7. het regelmatig informeren van de beheersorganen over de werking van de maatschappij;
8. het onderhandelen van collectieve overeenkomsten.

Art. 27. De beheerder-generaal brengt bij de raad van bestuur verslag uit over het dagelijks beheer en de uitvoering van de hem toevertrouwde opdrachten.

De beheerder-generaal mag de adjunct-beheerder-generaal de bevoegdheden overdragen die hij voor de uitvoering van het dagelijks beheer nodig acht.

De beheerder-generaal mag de door hem aangeduide leden van het directiepersoneel de bevoegdheden overdragen die hij nuttig acht voor de goede werking van de hun toevertrouwde dienst.

Bij afwezigheid of verhindering van de beheerder-generaal worden zijn functies door de adjunct-beheerder-generaal waargenomen.

Art. 28. De beheerder-generaal en de adjunct-beheerder-generaal zetelen van rechtswege in de raad van beheer. Zij zijn er stemgerechtigd en genieten dezelfde bevoegdheden als de in artikel 13 bedoelde leden van de raad van beheer.

De beheerder-generaal en de adjunct-beheerder-generaal vervullen binnen de Regionale Maatschappij de permanente en voltijdse functies in het kader van een bediendearbeidsovereenkomst.

Art. 29. De Maatschappij wordt in alle handelingen en in de rechtsvorderingen gezamenlijk vertegenwoordigd door de voorzitter van de raad van beheer (of, in geval van verhindering, door de ondervoorzitter) en de beheerder-generaal (of, in geval van verhindering, door de adjunct-beheerder-generaal).

De Maatschappij wordt naar behoren door de beheerder-generaal vertegenwoordigd voor de handelingen vermeld onder de punten 15 en 16 van § 1 van artikel 25.

In het kader van het dagelijks beheer wordt de Maatschappij in de handelingen en de rechtsvorderingen door de beheerder-generaal of diens afgevaardigde vertegenwoordigd.

De Maatschappij is bovendien door de bijzondere mandatarissen binnen de grenzen van hun mandaat op een geldelijke wijze verbonden.

Art. 30. De raad van beheer kan, door middel van een reglement van inwendige orde, de wijze bepalen waarop hij zijn bevoegdheden overeenkomstig onderhavige statuten uitoefent.

Art. 31. De bezoldigingen van de voorzitter, de ondervoorzitter, de beheerders, de beheerder-generaal en de adjunct-beheerder-generaal worden door de Executieve bepaald.

HOOFDSTUK IV. — De algemene vergaderingen

Art. 32. De algemene vergadering is samengesteld uit de eigenaars van maatschappelijke aandelen.

De eerste algemene vergadering komt bijeen op initiatief van de Executieve.

De eigenaars van maatschappelijke aandelen, publiekrechtelijke rechtspersonen, worden elk door een daartoe speciaal aangeduide mandataris vertegenwoordigd. De raad van beheer bepaalt de tekst van de volmacht die nodig is voor de uitoefening van de mandaten.

Alleen deze mandatarissen zijn stemgerechtigd. Hun aantal stemmen is gelijk aan het aantal maatschappelijke aandelen die zij vertegenwoordigen.

Zodra de opmerking bedoeld in artikel 43, alinea 3, van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen uitgevoerd wordt, kan de verkrijger de vergadering bijwonen of er zich laten vertegenwoordigen, zelfs indien de overdracht van de aandelen slechts na de bijeenroeping heeft plaatsgevonden.

Iedere mandataris van de vergadering ondertekent een presentielijst waarop de namen van de aandeelhouders en hun mandatarissen voorkomen alsook het aantal aandelen die zij vertegenwoordigen.

Art. 33. De bijeenroepingen bevatten de door de raad van beheer bepaalde agenda en worden minstens vijftien dagen voor de datum van de vergadering per aangetekende brief door de voorzitter of, in geval van verhindering, door de ondervoorzitter naar de aandeelhouders verstuurd.

De op de vergadering aanwezige of vertegenwoordigde aandeelhouder wordt hoe dan ook beschouwd als zijnde regelmatig opgeroepen.

De jaarrekeningen worden vijftien dagen voor de algemene vergadering naar de aandeelhouders verstuurd.

Art. 34. De gewone en buitengewone vergaderingen worden gehouden op de maatschappelijke zetel of op elke door de raad van beheer in de bijeenroeping aangeduide plaats.

Art. 35. De gewone algemene vergadering van de aandeelhouders vindt ieder jaar plaats op de eerste vrijdag van de maand juni om tien uur. Indien die dag een wettelijke feestdag is, vindt de vergadering op de eerstvolgende werkdag plaats.

De buitengewone algemene vergaderingen van de aandeelhouders worden bijeengeroepen telkens als de raad van beheer of de accountants het nodig achten alsook binnen twintig dagen van een schriftelijke aanvraag gedaan door één of meerdere aandeelhouders die, zowel alleen als gezamenlijk, één vijfde van het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigen.

Art. 36. De algemene vergaderingen worden voorgezeten door de voorzitter van de raad van beheer of, in geval van verhindering, door de ondervoorzitter of, ten slotte, door de oudste van de beheerders.

De beheerder-generaal vervult de functies van secretaris. De overige aanwezige leden van de raad van bestuur vullen het bureau aan dat er twee mandatarissen van de aandeelhouders bij neemt in de hoedanigheid van stemopnemers.

Art. 37. Met inbegrip van het in artikel 6 van het decreet bepaald geval, mag de algemene vergadering op geldige wijze beraadslagen en beslissen, ongeacht het op de vergadering vertegenwoordigd aantal aandelen, en worden haar beslissingen genomen bij meerderheid van de uitgebrachte stemmen zonder met onthoudingen rekening te houden. Bij staking van stemmen wordt het voorstel beschouwd als zijnde verworpen.

Artikel 76 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen is niet van toepassing op de stemrechten verbonden aan de representatieve aandelen van het kapitaal van de Regionale Maatschappij.

De geheime stemming mag door een derde van de aandeelhouders aangevraagd worden. Indien het om personeelsaangelegenheden gaat, is de geheime stemming terecht.

Art. 38. De verslagen van de raad van beheer en van het college van de commissarissen worden aan de gewone algemene vergadering medegedeeld. Zij beslist over de besluiten van deze verslagen en over de jaarrekeningen die haar vijftien dagen voor de algemene vergadering toegestuurd worden. Zij ontlast de raad van beheer en de commissarissen door middel van een bijzondere stemming. Zij legt de jaarrekeningen ter goedkeuring voor aan de Executieve.

Art. 39. Onverminderd de verplichte dotatie aan het voorbehoud bepaald in artikel 77 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen beslist de algemene vergadering over de aanwending van de winst.

Art. 40. De beraadslagingen van de algemene vergadering worden in notulen opgenomen. Deze notulen worden op hun beurt opgenomen in een daartoe bestemd register dat op de maatschappelijke zetel bewaard wordt.

De notulen worden door de voorzitter en de stemopnemers ondertekend. Alle afschriften of uittreksels, met inbegrip van degenen bestemd voor bekendmaking in de bijlagen van het *Belgisch Staatsblad*, worden door de voorzitter en de stemopnemers ondertekend.

HOOFDSTUK V. — Controle- en toezichtsorganen

Art. 41. Er wordt toezicht gehouden op de verrichtingen van de Maatschappij door een college van drie accountants aangeduid door de Executieve en voor de verlengbare duur van drie jaar gekozen onder de leden van het Instituut der Bedrijfsrevisoren.

De Executieve mag hun opdracht enkel voor een rechtvaardig motief doen beëindigen.

Tijdens hun mandaat mogen de accountants, behalve ernstige persoonlijke redenen, hun functies enkel neerleggen tijdens een algemene vergadering en na bij de Executieve schriftelijk verslag over de redenen van hun ontslag te hebben ingediend.

Zij houden op deel uit te maken van het commissarissencollege ten laatste bij het verstrijken van het mandaat tijdens hetwelke zij de leeftijd van 65 jaar hebben bereikt.

Art. 42. De commissarissen hebben gezamenlijk of afzonderlijk een onbeperkt recht van toezicht en controle op alle verrichtingen van de Maatschappij. Zij kunnen, zonder zich te verplaatsen, inzage nemen van de boeken, de briefwisseling, de notulen en in het algemeen van alle bescheiden van de Maatschappij. De beheerders zullen hun ieder semester een staat van de rekeningen overhandigen, opgesteld overeenkomstig het schema van de balans en de resultatenrekening.

Hun verslagen en opmerkingen worden verstuurd naar de raad van beheer, de algemene vergadering en de Executieve.

Art. 43. De bezoldigingen van de accountants worden door de Executieve bepaald.

Art. 44. Twee commissarissen-afgevaardigden worden door de Executieve benoemd.

Art. 45. De twee commissarissen-afgevaardigden zijn namens de Executieve met de controle van de Maatschappij belast. In die hoedanigheid wonen zij de vergaderingen van de bestuurs- en controleorganen van de Maatschappij met raadgevende stem bij. Zij beschikken over de ruimste bevoegdheden om hun opdracht te vervullen.

Art. 46. Elke commissaris-afgevaardigde beschikt over een termijn van vier volle dagen om een gemotiveerd verhaal te nemen tegen elke beslissing die hij in tegenstrijd acht te zijn met de wetgeving, de reglementering, de statuten, de beheersovereenkomsten of het algemeen belang. Het verhaal is opschortend.

De termijn van vier dagen loopt vanaf de dag waarop de beslissing werd genomen behalve wanneer de betrokken commissaris overeenkomstig de artikelen 17 en 18 van onderhavige statuten niet regelmatig opgeroepen werd; in dit laatste geval loopt de termijn vanaf de dag waarop de beslissing hem per aangetekende brief betekend werd.

HOOFDSTUK VI. — Boekjaar

Art. 47. Het boekjaar begint op 1 januari en eindigt op 31 december. Het eerste boekjaar begint op 22 november 1990 en eindigt op 31 december 1991.

HOOFDSTUK VII. — Wetgeving

Art. 48. Behalve de bepalingen van de wetten houdende regeling van de handelsvennootschappen, die tegenstrijdig zijn met onderhavige statuten of met de publiekrechtelijke eigenschap van de Maatschappij, zijn de artikelen 10, 29, 29bis, 29ter, 29quater, 34, 34bis, 35, 46, 73, 80, 81, 82 en 103 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen niet van toepassing op de Regionale Maatschappij.

HOOFDSTUK VIII. — Overgangsmaatregelen

Art. 49. Tijdens een periode van 2 jaar vanaf de oprichting van de Regionale Maatschappij worden de in alinea b van artikel 13 van onderhavige statuten bedoelde beheerders rechtstreeks benoemd door de Executieve op voordracht van de Minister van Vervoer. De duur van hun mandaat is bepaald in artikel 14 van onderhavige statuten.